

1820
1881

3^e

LIEUTENANT-GOUVERNEUR

du 15 décembre 1876 au 25 juillet 1879



CENTRE DE QUÉBEC, ANQ

LUC LETELLIER DE SAINT-JUST

DEVISE

*Hæc manus
ob patriam*

Cette main au service de la patrie

À Québec, pendant le froid printemps de 1878, se prépare une crise constitutionnelle grave et sans précédent. Un gouvernement élu, celui de Charles-Eugène Boucher de Boucherville, est révoqué par la volonté d'un seul homme : Luc Letellier de Saint-Just.

Homme politique combatif et ardent libéral, Letellier est lieutenant-gouverneur depuis 1876. Il s'accommode difficilement de la neutralité inhérente à cette prestigieuse fonction, laquelle l'oblige à composer avec le gouvernement conservateur et ultramontain de Boucher de Boucherville. Plutôt que d'être harmonieuse, la cohabitation s'avère de plus en plus difficile. Dès lors, le ciel politique ne cesse de s'assombrir.

Le lieutenant-gouverneur à la forte personnalité, peu enclin aux politesses de façade et aux compromis de coulisses, est né à Rivière-Ouelle le 12 mai 1820. Son père, le notaire François Letellier de Saint-Just, qui avait épousé en 1814 la fille aînée du seigneur de La Bouteillerie, Marie-Sophie



MADAME EUGÉNIE-ÉLIZA LAURENT, ÉPOUSE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR,
VERS 1875.

Casgrain, était un important notable évoluant au cœur de la vie sociale et politique de l'époque. Son décès prématuré survient alors que Luc n'a pas encore huit ans.

Suivant les traces de son défunt père, Letellier fait l'apprentissage du droit et devient notaire en 1841. C'est à cette époque qu'on commence à lui reconnaître un certain talent d'orateur. Il s'installe à Rivière-Quelle et s'y bâtit une clientèle. Grand amateur de chasse et d'équitation, il s'intéresse également au développement de l'agriculture de la région. Notable en vue, il épouse Eugénie-Éliza Laurent le 9 février 1848 et dix enfants naîtront de cette union.

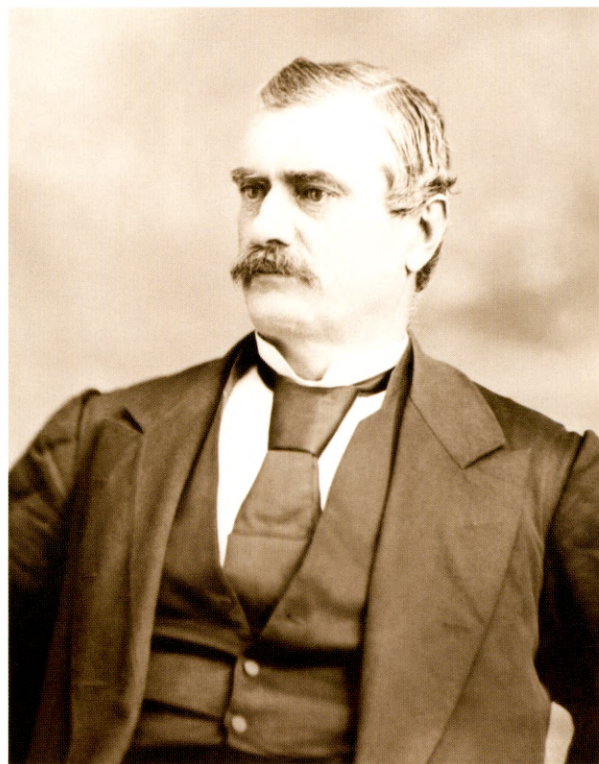
S'intéressant à la politique, il est candidat libéral à l'élection de janvier 1851 dans le comté de Kamouraska contre Jean-Charles Chapais, aspirant conservateur et membre d'une autre importante famille de la région. À l'époque, les pratiques politiques sont rudes : bagarres, contestations d'élections et interventions du clergé pimentent les appels au peuple. En cet hiver de 1851, les deux clans s'affrontent avec ardeur et c'est Letellier qui sort vainqueur de la lutte. Son triomphe est cependant de courte durée : en décembre suivant, Chapais prend sa revanche à l'occasion des élections générales.

Dans les années qui suivent, Letellier, opiniâtre, travaille pour triompher de Chapais. Celui-ci bénéficie toutefois de l'appui du clergé de la région, qui associe – à tort – Letellier à une frange de libéraux radicaux et anticléricaux. Messieurs les curés n'hésitent donc pas à peser ouvertement de leur influence auprès de leurs ouailles en faveur du candidat Chapais. Ainsi, Letellier est défait aux élections de 1854 et de 1857.

En 1860, il est élu conseiller législatif de la division de Grandville. Quelques années après, il sera nommé ministre de l'Agriculture dans le Cabinet libéral de Macdonald-Dorion. En 1864, les libéraux retournent du côté de l'opposition et, depuis la Chambre haute, Letellier se révèle un redoutable adversaire pour le gouvernement conservateur.

Le climat d'instabilité politique qui prévaut à l'époque préoccupe beaucoup les autorités. Les gouvernements peinent à se maintenir au pouvoir et ne peuvent ainsi gouverner la colonie. Pour ces raisons, on envisage progressivement un changement en profondeur du système politique susceptible de résoudre ces problèmes de gouvernance. Ce changement, ce sera la Confédération. Letellier, comme beaucoup d'hommes politiques de l'époque, dont Laurier, Joly, Dorion et Mercier, s'oppose vainement à ce projet. Pendant ces années, Letellier va participer activement aux luttes électorales dans sa région, toujours contre le clan Chapais et ses partisans, mais sans plus de succès électoral qu'auparavant.

En novembre 1873, la victoire des libéraux d'Alexander Mackenzie à Ottawa ouvre les portes du pouvoir à Letellier. Ministre de l'Agriculture et leader du gouvernement au Sénat, Letellier est le bras droit du premier ministre Mackenzie lorsque survient la mort du lieutenant-gouverneur René-Édouard Caron. Réticent à se séparer d'un collaborateur de cette valeur, Mackenzie nomme néanmoins Letellier à ce poste le 15 décembre 1876.



MINISTRE FÉDÉRAL DE L'AGRICULTURE, EN FÉVRIER 1875.



ANC

LES HONORABLES LUC LETELLIER DE SAINT-JUST, LIEUTENANT-GOUVERNEUR DU QUÉBEC, ET HENRI-GUSTAVE JOLY, PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC.

À l'époque, le développement des chemins de fer est intimement lié à la politique au Canada. Les élites sont convaincues que la construction de ces voies de communication apportera la prospérité économique partout sur son passage. Au Québec, un ambitieux projet de voie ferrée, le Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, est freiné par la dépression économique de 1875. Malgré les risques, le gouvernement de Boucher de Boucherville décide d'en financer lui-même la construction. Les coûts élevés de l'entreprise vont rapidement mécontenter la population. De plus, le gouvernement envisagera une taxe controversée pour compléter le projet. Letellier désapprouve les orientations politiques hasardeuses de « son » gouvernement, lequel menacerait selon lui l'équilibre précaire des finances. À cela s'ajoutent de nombreux conflits et heurts entre le lieutenant-gouverneur et les membres du gouvernement, qui paralysent l'administration et justifient, aux yeux de Letellier, le renvoi du Cabinet Boucher de Boucherville. Ce dernier est pourtant bien en selle, car il dispose d'une solide majorité parlementaire, mais il est contraint à la démission le 2 mars 1878. Ce « coup d'État » est un précédent lourd de conséquences et il provoque une véritable levée de boucliers dans les milieux politiques. Letellier demande au chef de l'opposition, Henri-Gustave Joly, de former un nouveau gouvernement; minoritaire, Joly doit demander des élections générales. C'est donc le peuple qui jugera en dernier ressort le choix de l'audacieux lieutenant-gouverneur.

La province est en ébullition. Joly mène une campagne énergique qui lui permet de remporter les élections de justesse avec un seul siège de majorité. La victoire est courte et le gouvernement, fragile. La nouvelle opposition, consciente de sa puissance et menée par le fougueux Joseph-Adolphe Chapleau, conteste sans cesse la légitimité du geste controversé de Letellier. De concert avec Letellier, Joly parvient à maintenir en place son faible gouvernement. La situation se corse davantage en septembre 1878 à la suite de la victoire des conservateurs fédéraux de Macdonald: selon la Constitution, ceux-ci ont le pouvoir de révoquer Letellier. Tout l'hiver 1878-1879 est dominé par une campagne menée, à Ottawa comme à Québec, contre le dérangeant lieutenant-gouverneur. Son sort sera même discuté jusque dans les bureaux du ministre des Colonies à Londres.

Mais Letellier, affaibli en mai 1879 par une crise cardiaque, doit compter avant tout sur Joly pour assurer sa défense. Le premier ministre se rend à Londres au printemps plaider sa cause, mais le sort de son allié est désormais entre les mains d'Ottawa. Entre-temps, après de houleux débats, la Chambre des communes demande au gouverneur général, le marquis de Lorne, d'user de son pouvoir et de révoquer Letellier. Nouvellement arrivé à son poste, le marquis est soucieux de ménager les susceptibilités à son égard. L'absence de précédent le fait hésiter. Il ne souhaite pas nuire aux relations fédérales-provinciales en tranchant cette épineuse question. Londres lui signifie toutefois qu'il devra prendre une décision, si grand que puisse être son déplaisir à cette idée.

Le 25 juillet 1879, les conservateurs parviennent à révoquer Letellier. Cette nouvelle, selon les journaux de l'époque, frappe avec autant de force que le « coup d'État » de mars 1878. Pendant les jours qui suivent, Letellier reçoit de nombreux témoignages d'appui. Au début d'août, près de 5 000 citoyens de Québec viennent à une assemblée publique organisée en son honneur. Un député libéral, Flavien-Guillaume Bouthillier, lui offre même son siège de Rouville afin qu'il puisse continuer à combattre les conservateurs. Les ardentes luttes politiques sont toutefois devenues trop exigeantes pour la santé chancelante de Letellier.

Sa famille partie pour Rivière-Ouelle, Letellier demeure à Québec et reçoit la visite de ses médecins et de nombreux militants libéraux. En octobre, il assiste en témoin impuissant à la chute du gouvernement Joly. Bien qu'il soit affaibli, il voyage à Montréal et à Ottawa, rencontrant des délégations libérales et recevant d'autres témoignages de soutien. « Mais sa santé n'est plus à la mesure de son courage », écrit l'historien Rumilly. Malade et ruiné, Letellier se retire dans son village natal où il décède en janvier 1881.

LA POLITIQUE AU QUÉBEC ET AU CANADA

PRÉSENCE TOPONYMIQUE

DU 15 DÉCEMBRE 1876 AU 25 JUILLET 1879

Mai 1877

Début de l'enquête de M^{re} Conroy, délégué apostolique, sur les affaires d'influence indues dans les élections provinciales.

Canton Letellier, proclamé en 1866,
situé près de Sept-Rivières

Rue Letellier, à Sherbrooke

Rue Letellier, à Baie-Comeau

Rue de Saint-Just, à Montréal

9 mai 1877

Début de la construction des trois ailes des édifices publics de l'hôtel du Parlement à Québec.

2 mars 1878

Le lieutenant-gouverneur Luc Letellier de Saint-Just destitue le premier ministre Boucher de Boucherville et appelle le chef de l'opposition, Henri-Gustave Joly, à former le nouveau gouvernement.

1^{er} mai 1878

Victoire du Parti libéral de Henri-Gustave Joly aux élections provinciales.

17 septembre 1878

Victoire du Parti conservateur de John A. Macdonald aux élections fédérales.

25 novembre 1878

Arrivée à Halifax du marquis de Lorne, nouveau gouverneur général du Canada.

14 mars 1879

La Chambre des communes du Canada adopte une résolution condamnant le renvoi de Boucher de Boucherville par Luc Letellier de Saint-Just.

25 juillet 1879

Destitution du lieutenant-gouverneur Luc Letellier de Saint-Just.